Défendre l'honneur des morts alsaciens de la Première Guerre mondiale :

une lutte mémorielle ancienne réactivée pendant le Centenaire

Defending the honour of World War I Alsatian casualties, a historic fight for recognition a century later

Die Verteidigung der Ehre der im ersten Weltkrieg gefallenen Elsässer: ein alter, durch die Hundertjahrfeiern wieder angefachter Erinnerungskampf

Raphaël Georges

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/alsace/4343>

DOI : 10.4000/alsace.4343

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2020

Pagination : 295-318

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Raphaël Georges, « Défendre l'honneur des morts alsaciens de la Première Guerre mondiale : », *Revue d'Alsace* [En ligne], 146 | 2020, mis en ligne le 01 octobre 2021, consulté le 20 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/4343> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.4343>

Défendre l'honneur des morts alsaciens de la Première Guerre mondiale :

une lutte mémorielle ancienne
réactivée pendant le Centenaire

295

Raphaël Georges

Nos sociétés européennes sont hantées par des « passés qui ne passent pas », pour reprendre la formule habituellement employée en référence aux heures sombres du régime de Vichy et de la collaboration. L'actualité du printemps 2020 nous en livre un nouvel exemple avec l'effervescence soudaine autour de l'héritage du colonialisme, apparue dans le sillage du mouvement « Black Lives Matter ». Plus souvent, les conflits de mémoire se cristallisent à l'occasion de dates anniversaires et des commémorations, en particulier quand la mémoire portée par les pouvoirs publics se trouve contestée par des associations ou collectifs mémoriels défendant d'autres versions de l'histoire¹. Comme le rappelle Benjamin Stora, spécialiste de la guerre d'Algérie, « après des périodes de grandes fièvres – soulèvements, guerres, révolutions, massacres, génocides – les sociétés accumulent des silences pour faire en sorte que tous les citoyens poursuivent leur vie ensemble. Ce n'est qu'ensuite que les mémoires douloureuses remontent à la surface des sociétés. Et parfois, alors, des conflits commencent² ». En la matière, l'Alsace n'est pas en reste. Au regard de son passé troublé,

1. La commémoration est par essence un « objet conflictuel ». Voir Bernard COTTRET et Lauric HENNETON, « La commémoration, entre mémoire prescrite et mémoire proscrite », in *Du bon usage des commémorations : Histoire, mémoire et identité, XVI^e-XXI^e siècle*, Rennes, PUR, 2010, p. 15.

2. Benjamin STORA, « Préface. La France et « ses » guerres de mémoires », in *Les guerres de mémoires*, Paris, La Découverte, 2008, p. 7.

située au cœur des tensions franco-allemandes entre 1870 et 1945, il n'est guère étonnant de voir apparaître de telles résurgences. C'est ainsi qu'une polémique au sujet de la mémoire des combattants alsaciens de la Première Guerre mondiale est apparue et a été nourrie au cours du Centenaire entre 2014 et 2018 par des entrepreneurs de mémoire³ issus de milieux régionalistes⁴. En l'occurrence, le parti autonomiste Unser Land et l'association culturelle de promotion de l'histoire régionale Unsri Gschicht fustigent la domination dans l'espace public d'une « histoire officielle » et ambitionnent de « rendre justice » à ces soldats. Les deux formations militent côte-à-côte pour qu'une place leur soit réservée dans les commémorations du 11 Novembre et, plus largement, pour raviver leur souvenir dans la mémoire collective régionale. Elles mènent en particulier une lutte mémorielle visant à défendre l'honneur des morts alsaciens de la Grande Guerre, qui n'est pas sans rappeler celle engagée par des autonomistes dans la seconde moitié des années 1930. Nous proposons donc de remonter le fil de cette entreprise mémorielle en éclairant les enjeux sous-jacents aux deux époques considérées.

L'émergence d'une contre-mémoire dans les années 1930

De façon inédite depuis 1918, le vingtième anniversaire de la Grande Guerre est marqué par l'affirmation d'une rhétorique commémorative régionaliste qui tranche avec la rhétorique nationale dominant alors l'espace public.

3. Les entrepreneurs de mémoire sont des individus ou des groupes qui créent des représentations communes et veillent à leur respect dans l'espace public. Voir Michael POLLAK, *Une identité blessée : études de sociologie et d'histoire*, Paris, Éditions Métailié, 1993, p. 30, et Sarah GENSBURGER et Sandrine LEFRANC, *À quoi servent les politiques de mémoire?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 141. Selon Renaud Hourcade, ils sont « positionnés à l'interface entre production de normes mémorielles internes au groupe, production identitaire et luttes de statut tournées vers la reconnaissance » (Renaud HOURCADE, « Militer pour la mémoire. Rapport au passé et luttes minoritaires dans deux anciens ports négriers », *Politix*, vol. 110, n° 2, 2015, p. 63-83).

4. Dans cet article, nous emploierons le qualificatif « régionaliste » pour désigner les acteurs ou les activités défendant les intérêts et/ou l'identité de la région – entendue ici au sens restreint de l'Alsace – et revendiquant pour elle une plus large autonomie en matière politique (ce que le langage courant désigne sous le terme d'autonomisme – qui prévalait dans les années 1930 – qui recouvre des réalités variées en fonction des contextes).

Le contexte commémoratif depuis 1918

Le retour de l'Alsace à la France s'est accompagné d'une politique caractéristique du « régime mémoriel républicain », visant à préserver la cohésion et la stabilité nationales en situation d'épreuve (l'assimilation de la population des « provinces recouvrées » représente un défi pour la République). En cela, la mémoire (au sens large des représentations communément partagées du passé) constitue un levier d'action efficace dans la construction de l'imaginaire d'unité nationale. Pour cette raison, l'État monopolise les principaux instruments d'action publique mémorielle (on parle de « centralisme mémoriel⁵ »), et contribue à imposer dans la région une lecture consensuelle de son passé récent, liant l'expérience régionale au grand récit national des événements⁶. Il peut compter sur de nombreux relais, en témoigne par exemple le traitement médiatique (dans la presse), puis mémoriel (dans la multitude d'ouvrages ou discours publiés et prononcés par la suite) réservé aux journées de la fin du mois de novembre 1918. Commentaires et photographies, reproduits presque à l'identique sur d'innombrables supports, diffusent largement l'idée d'une allégresse générale à l'arrivée des troupes françaises. Celle-ci concorde avec les représentations patriotiques de ces provinces véhiculées en France depuis 1871, contrairement au retour concomitant de dizaines de milliers de combattants vêtus de l'uniforme allemand, moins facilement convertible dans l'imaginaire national, qui n'est donc mentionné quasiment nulle part.

La question se pose pourtant rapidement de savoir comment rendre hommage aux milliers de morts tombés au service de l'Allemagne et arranger leur souvenir pour le rendre acceptable au plan national. Une interprétation patriotique de leur expérience est alors communément livrée, sous l'action conjuguée des autorités françaises (qui normalisent ce modèle rhétorique), des municipalités (francophiles et favorables à l'appropriation du modèle), et des associations patriotiques actives en matière mémorielle (soutenues par les autorités civiles et militaires, à l'instar du Souvenir français). Elle consiste en la victimisation de

5. Pour plus de détails sur ce régime mémoriel, se reporter à l'introduction et au premier chapitre de Johann MICHEL, *Gouverner les mémoires : les politiques mémorielles en France*, Paris, PUF, 2010, 207 p.

6. Ce paragraphe est développé en détail dans notre thèse, *Les soldats alsaciens-lorrains dans la société française (1918-1939)*, à paraître.

l'expérience militaire alsacienne, postulant que les Alsaciens étaient contraints de servir l'armée impériale en dépit d'un patriotisme français inébranlable. Les déserteurs et les engagés volontaires dans l'armée française en seraient les meilleurs représentants, après avoir su trouver l'opportunité de se soustraire à ce sort funeste. Leur héroïsation va donc de pair avec la victimisation du plus grand nombre. Cette lecture de l'expérience de guerre des Alsaciens-Lorrains s'impose dans l'espace public au moyen de dispositifs mémoriels narratifs (discours, publications, épigraphie), iconographiques (illustrations, monuments) et scéniques (célébrations, commémorations). Au cours des années 1930, le pacifisme ambiant est propice à une victimisation moins culpabilisante, dans laquelle l'armée d'appartenance importe moins que le dommage collatéral causé par un conflit par trop meurtrier. Dans ce contexte, le vingtième anniversaire du conflit est marqué par l'émergence d'une contre-mémoire élaborée par des autonomistes décidés à réhabiliter la mémoire des soldats alsaciens.

L'irruption d'un conflit de mémoire

L'initiative émerge outre-Rhin dans le milieu des « Alsaciens-Lorrains du Reich » qui rassemble des individus émigrés d'Alsace-Lorraine après 1918 (de gré ou de force, au moment des expulsions), et constitués en associations pour la défense de leurs droits et l'entretien du souvenir de leur *Heimat*, leur région de cœur. Nombre d'entre eux continuent de cultiver des relations en Alsace, en particulier avec le milieu autonomiste⁷. Robert Ernst en devient l'un des principaux représentants, et c'est dans la revue mensuelle qu'il dirige, les *Elsass-Lothringen Heimatstimmen*, que paraît à l'été 1934 un numéro spécial intitulé « *Dem Gedächtnis unserer toten Kameraden* » (« À la mémoire de nos camarades morts⁸ »). Une série d'articles et de témoignages, dont beaucoup sont signés par des officiers allemands, soulignent la bravoure des Alsaciens-Lorrains au front et contestent la mémoire véhiculée en France, jugée caricaturale et éloignée de la réalité des événements. Les

7. Voir Alfred WAHL, *Les autonomistes en Alsace 1871-1939*, Orbe, Éditions du Château, 2019, p. 147-156 ; et Nathalie WALD, « Les Alsaciens-Lorrains dans la République de Weimar. Une vision nostalgique de la *Heimat* ou une critique acerbe de la politique française en Alsace-Lorraine ? (1918-1924) », *Revue d'Alsace*, 2018, n° 144, p. 175-189.

8. *Elsass-Lothringen Heimatstimmen*, Heft 7/8, 28.07.1934.

activités de la revue étant connues et observées avec attention en Alsace, l'initiative ne manque pas de provoquer des réactions hostiles dans le milieu culturel francophile, exprimées par l'intermédiaire de la revue culturelle *L'Alsace française* qui en émane. La bataille mémorielle est poursuivie par les *Heimatstimmen* qui lancent en avril 1935 un concours littéraire destiné à récompenser des œuvres célébrant l'Alsacien-Lorrain comme « le soldat le plus inconnu de la Grande Guerre ». L'entreprise suscite une nouvelle fois l'émoi dans la presse française et jusqu'au ministère de l'Intérieur, ce qui représente un succès inattendu pour Ernst et ses collaborateurs⁹. La même année mais en Alsace cette fois, le séparatiste pro-nazi Hermann Bickler, à la tête de l'organisation de jeunesse *Elsass-Lothringische Jungmannschaft* inspirée des Jeunesses hitlériennes¹⁰, publie une *Histoire de l'Alsace-Lorraine*¹¹ dans laquelle il adopte une voie interprétative également diamétralement opposée à la version nationale française omniprésente dans l'édition depuis 1918. Il y souligne la tragédie que la guerre a représenté pour les Alsaciens-Lorrains, qu'il décrit enthousiastes à l'idée de défendre l'Allemagne en 1914 (« les volontaires alsaciens-lorrains n'étaient pas peu nombreux¹² »), solidaires de leurs camarades allemands, mais finalement poussés par les circonstances à accepter quatre ans plus tard le basculement vers la France. Employant également l'expression de « soldat le plus inconnu » (« *unbekannteste Soldat* »), il explique :

Il n'y a pas besoin d'avoir honte d'avoir porté pendant quatre ans l'uniforme feldgrau. Il n'y a pas besoin de s'excuser [en prétextant] un cœur français battant sous l'uniforme allemand. Que ce mensonge finisse ! [...]. Il a fait son devoir [...]. Aucun homme droit n'aura honte de lui¹³.

Finalement, un travail éditorial de réhabilitation plus nourri paraît bientôt sous l'égide de figures de l'autonomisme catholique dans une publication d'une tout autre envergure, *Das Elsass von 1870-1932*.

9. En revanche, le concours ne semble pas avoir remporté un franc succès, et son résultat passera presque inaperçu.

10. Alfred WAHL, *Les autonomistes en Alsace (1871-1939)*, op. cit., p. 272.

11. Christian Hermann BICKLER, *Die Geschichte von Elsass-Lothringen*, Strasbourg, Neuer Elsässer Verlag, 1935.

12. *Ibid.*, p. 94.

13. *Ibid.*, p. 95.

Le souci d'une démonstration scientifique

Cette entreprise collective réunissant une cinquantaine de collaborateurs est dirigée par des personnalités dont la plupart étaient signataires du manifeste du *Heimattbund* de 1926, qui réclamait une large autonomie pour l'Alsace-Lorraine dans un cadre national français¹⁴. Il s'agit pour eux de réagir aux instrumentalisation nationales – française et allemande¹⁵ – de l'histoire régionale contemporaine. De façon inédite jusqu'ici, le premier volume publié en 1936 consacre près de 200 pages à l'épisode de la guerre en Alsace, dont un quart à la question des soldats alsaciens-lorrains¹⁶. L'auteur anonyme de ce chapitre mobilise et présente de façon critique des sources allemandes et françaises, en défendant un traitement neutre et impartial. Pourtant, le combat mémoriel apparaît dès l'évocation des volontaires alsaciens dans l'armée allemande, qu'il désigne comme des « soldats inconnus » (« *unbekannten Soldaten* ») :

Aujourd'hui aussi, les 8 000 volontaires allemands d'Alsace-Lorraine sont des « soldats inconnus », tandis que les « Évadés » qui sont passés aux troupes françaises, dont le chiffre est six fois inférieur, sont élevés en soldats modèles de la guerre¹⁷.

14. François Igersheim indique que « l'ouvrage vise très expressément à identifier l'Alsace et son peuple au « catholicisme politique ». Voir *L'Alsace des notables (1870-1914). La bourgeoisie et le peuple alsacien*, Strasbourg, BF, 1981, p. 189. Les auteurs représentent la fraction régionaliste du catholicisme politique représentée par l'UPR (Union populaire républicaine) après la scission de 1928 et la création de l'Action populaire nationale d'Alsace, branche de la démocratie chrétienne alsacienne quant à elle réfractaire à l'autonomisme. Voir Christian BAECHLER, *Clergé catholique et politique en Alsace (1871-1940)*, Strasbourg, PUS, 2013, p. 32-35.

15. Un auteur avisé de *L'Alsace française* (novembre 1936, p. 315-316) observe que la collection *Das Elsass von 1870-1932* s'inscrit dans la lignée de l'« exclusivisme alsacien » de l'abbé Haegy – à qui l'ensemble est dédié – et consolide une voie intermédiaire entre deux interprétations nationales de l'évolution politique alsacienne récente, représentées chacune par un ouvrage collectif : d'un côté *Das Reichsland Elsass-Lothringen 1871-1918*, édité par l'Institut scientifique des Alsaciens-Lorrains de Francfort entre 1931 et 1936, de l'autre *L'Alsace depuis son retour à la France*, éditée par le Comité alsacien d'études et d'informations entre 1932 et 1937. Entre les deux, *Das Elsass von 1870-1932* envisage de retracer l'évolution d'une Alsace actrice de son destin.

16 Il s'agit des parties intitulées « *Der elsass-lothringische Soldat in der deutschen Armee* », et « *Engagés volontaires und Kriegsgefangene* », in Joseph ROSSÉ et al. (dir.), *Das Elsass von 1870-1932. I. Politische Geschichte*, Colmar, Alsatia, 1936, p. 293-334.

17. *Ibid.*, p. 297.

Il dénonce à cette occasion l'usage habituel du chiffre de 17 650 engagés volontaires alsaciens dans l'armée française, qui ne distingue pas la minorité des déserteurs de la majorité des Alsaciens déjà établis en France au moment de l'entrée en guerre et pour qui l'acte d'engagement aurait moins de valeur en raison des pressions subies¹⁸. L'image courante d'Alsaciens au cœur français sous l'uniforme allemand est également contestée, au profit d'une valorisation de leur loyauté à l'Empire et du courage déployé dans l'accomplissement de leur devoir, dont témoigneraient d'innombrables décorations. L'auteur s'approprie à son tour la métaphore du soldat inconnu (« Le soldat [attaché] au simple respect du devoir, c'est le « soldat inconnu » de l'Alsace¹⁹ »), puis appuie son propos sur une série de chiffres inédits²⁰. Selon lui, 220 000 Alsaciens-Lorrains sont mobilisés dès août 1914 (il se fonde vraisemblablement sur des sources officielles allemandes), et 380 000 au total pour l'ensemble des années de guerre. D'après la précision indiquée en bas de page, cette estimation serait le résultat de l'application à la population masculine régionale (965 625 hommes recensés en 1910) du taux de mobilisation moyen dans l'Empire (41,78 %). Cela donne 402 562 individus²¹, desquels il soustrait un nombre approximatif d'appelés qui n'auraient pas répondu à l'appel sous les drapeaux (établis à l'étranger ou dérochés au dernier moment), ce qui le mène à l'estimation de 380 000 hommes. Selon une opération similaire (avec le taux moyen des pertes allemandes), il évalue le nombre de soldats morts à 50 000 (le résultat aboutit plutôt à 57 500, mais il le diminue arbitrairement au motif que les Alsaciens-Lorrains auraient connu une exposition moindre à la mort sur le front russe réputé moins dangereux). De même, la moyenne générale des pertes en

18. Si le constat est avéré pour une grande partie de la littérature, l'ouvrage principal consacré au sujet établit un décompte précis (sur 17 650 engagés volontaires alsaciens-lorrains, 16 000 se trouvaient en France avant la mobilisation, le reste étant constitué des prisonniers ou de déserteurs) : Albert CARRÉ, *Les Engagés volontaires alsaciens-lorrains pendant la guerre*, Paris, Flammarion, 1923, p. 153.

19. Joseph ROSSÉ et al. (dir.), *Das Elsass von 1870-1932. I, Politische Geschichte*, op. cit., p. 299.

20. Jusqu'alors, on ne trouvait aucune estimation du nombre de soldats alsaciens-lorrains dans l'armée allemande, à de rares exceptions près, comme dans le numéro spécial de l'été 1934 des *Elsass-Lothringen Heimatstimmen* où une fourchette de 300 à 400 000 hommes est avancée dans l'article de Fritz BRONNER, « *Einige Literatur über den Elsässer und den Lothringer als deutschen Soldaten* », p. 359.

21. Joseph ROSSÉ et al. (dir.), *Das Elsass von 1870-1932. I, Politische Geschichte*, op. cit., p. 300. Une erreur semble s'être glissée dans son opération, car cela donne 403 438.

captivité française lui permet d'estimer à 1 200 le nombre de morts dans les camps de prisonniers. Il évalue également à 25 000 le nombre total de prisonniers alsaciens-lorrains (diminuant le chiffre de 29 000 qui circulait alors afin de tenir compte de « cas non éclaircis »), ce qui représenterait ainsi une proportion de 7,6 % des mobilisés comparable à la moyenne allemande (7,5 %) et lui permet de démontrer que les Alsaciens-Lorrains n'étaient pas plus disposés que leurs pairs à se laisser capturer. Il précise enfin que les 17 650 engagés volontaires du côté français ne représentent qu'une petite minorité (4,35 %) des hommes mobilisés. Ainsi, sous couvert d'une transparence arithmétique, l'auteur entend déconstruire la rhétorique patriotique française.

Toutefois, ses modes de calcul semblent avoir été élaborés précisément en vue de conforter sa démonstration. Tout d'abord, l'estimation de 50 000 morts contredit des statistiques officielles publiées dès 1921 par l'Office statistique régional, qui recense 37 480 morts dans les trois départements (respectivement 15 220 Bas-Rhin, 9 700 Haut-Rhin et 12 560 Moselle). L'auteur n'en dit rien, alors même que les évolutions démographiques de l'Alsace ont fait l'objet de nombreuses publications²². De même, il ne tient pas compte du régime de faveur accordé aux prisonniers alsaciens-lorrains et jouant en faveur d'une mortalité moindre que celle des prisonniers allemands. Enfin, le total de 380 000 hommes qui sert de valeur de référence pour l'élaboration des statistiques est sujet à caution. Les tableaux statistiques du recensement de 1910 sont précis et reproduits partiellement dans le quatrième volume de *Das Elsass von 1870-1932*²³. L'auteur ne saurait donc les méconnaître. Or, ils font apparaître que le chiffre total de 965 625 hommes employé dans ses calculs initiaux se divise en 883 349 civils et 82 276 militaires,

22. Publiés d'abord dans des organes de l'administration régionale, ces chiffres sont repris dans la presse régionale et nationale ainsi que dans des études démographiques comme celles de H. BAULIG, « La population de l'Alsace et de la Lorraine en 1921 », *Annales de Géographie*, n° 175, 1923, p. 21 ; Auguste SCHMIDLIN, « Der Bevölkerungsstand in Elsass-Lothringen », *Jahrbuch der Elsass-Lothringischen wissenschaftlichen Gesellschaft zu Strassburg*, vol. 2, 1929, p. 136 ; Auguste SCHMIDLIN, « Der Bevölkerungsbewegung in Elsass-Lothringen von 1872-1930 », *Jahrbuch der Elsass-Lothringischen wissenschaftlichen Gesellschaft zu Strassburg*, vol. 4, 1931, p. 135.

23. *Statistisches Jahrbuch für Elsass-Lothringen*, Strassburg, Strassburger Druck. und Verlag, 1913 ; Joseph ROSSÉ et al. (dir.), *Das Elsass von 1870-1932. IV, Karten, Graphiken, Tabellen, Dokumente, Sach- und Namensregister*, Colmar, Alsatia, 1936, p. 43.

deux catégories elles-mêmes partagées entre nationalités. Ainsi, 729 485 civils revendiquent la nationalité « alsacienne-lorraine », 108 444 celle d'autres États allemands et 45 357 sont des étrangers originaires de pays tiers²⁴. De même, parmi les militaires recensés (des conscrits effectuant leur service militaire dans une garnison établie en Alsace-Lorraine), seuls 6 778 se réclament de nationalité « alsacienne-lorraine », contre 75 498 venus d'autres parties de l'Empire. Ainsi, même en admettant une définition large à la qualité d'« Alsaciens-Lorrains », incluant les Allemands dits *Altdeutsche*, on peut s'interroger sur les raisons motivant la comptabilisation (sans le préciser au lecteur) des étrangers et des conscrits de passage le temps de leur service. Cela permet en tout cas de gonfler le total de mobilisés qui sert l'ensemble de l'argumentaire²⁵. Loin de livrer une histoire impartiale, ce chapitre de *Das Elsass* vient donc plutôt conforter l'entreprise de réhabilitation du soldat alsacien-lorrain, bientôt médiatisée par une autre initiative originale.

Une première expérience de cérémonie alternative

Le 10 juillet 1937 est organisée pour la première fois une cérémonie commémorative rendant hommage au soldat « le plus inconnu » de tous. L'initiative revient à Hermann Bickler, devenu chef de file de la *Elsass-Lothringer Partei* (parti pro-nazi constitué sur les bases de sa *Jungmannschaft*), qui s'entend avec Friedrich (« Fritz ») Spieser, grand promoteur d'une culture alsacienne germanique et propriétaire du château de la Hunebourg dans les Vosges du Nord, qui sert justement de cadre à la cérémonie. Environ 700 militants s'y retrouvent pour une

24. Dans l'Empire, la nationalité allemande n'est conférée que par l'intermédiaire de celle de l'État d'appartenance. Il existe ainsi une nationalité alsacienne-lorraine, bavaroise, prussienne, etc. Voir François ROTH, *La Lorraine annexée. Étude sur la présidence de Lorraine dans l'Empire allemand, 1870-1918*, Metz, Serpenoise, 2011, p. 116-117.

25. À titre indicatif, si l'on applique le même taux de mobilisation à la seule population recensée sous la nationalité « alsacienne-lorraine », on obtient 307 611 mobilisés (loin des 402 562 dénombrés avant la déduction des réfractaires). Et si l'on préfère le critère de la naissance à celui de la nationalité (ce que permettent aussi les statistiques du recensement), on arrive au total de 319 024 « Alsaciens-Lorrains » mobilisés. Après retranchement de la même part de réfractaires et déserteurs, on obtiendrait respectivement environ 285 000 et 297 000 mobilisés.

retraite aux flambeaux marquée par un cérémonial paramilitaire (levée du drapeau alsacien-lorrain, roulement de tambour, chants). Dans son discours, Bickler insiste :

Nous n'avons pas à examiner les sentiments qui animaient ces morts lorsqu'ils étaient au front [...] Nous ne sommes pas habilités à utiliser ces morts pour telle couleur ou telle idéologie politique ²⁶.

Il dénonce également le silence produit par les autorités autour de l'expérience de guerre régionale, de même que Louis Benmann, ancien officier mosellan de l'armée allemande qui prend également la parole :

[...] personne jusqu'ici n'a encore officiellement rendu hommage [à nos morts] : on les a oubliés comme s'il avait lieu d'en avoir honte ! [...] Les autorités, dont c'était le devoir de garder vivant le souvenir des morts, ont failli. [...] Pour ces morts qui ne peuvent plus parler, nous vous disons notre gratitude, chers et jeunes camarades ²⁷ !

La cérémonie s'achève avec l'inhumation symbolique d'une statue de soldat *feldgrau* et la reprise du chant militaire allemand *Ich hatt' einen Kameraden*. L'année suivante, un cénotaphe et une plaque commémorative sont installés au même endroit en hommage au « Soldat le plus inconnu ²⁸ ».

Il est difficile de mesurer la portée de ces initiatives contre-mémorielles, menées de façon isolée et non conjointe, servant chacune les intérêts d'une orientation politique (de l'autonomisme au séparatisme) dans un contexte où de telles entreprises sont volontiers suspectées de porter atteinte aux intérêts de l'État (le procès des autonomistes à Colmar en 1928 est encore dans tous les esprits). Néanmoins, elles contribuent à l'entretien d'une « mémoire souterraine ²⁹ » qui refait surface dans le contexte plus favorable des années 2010, à l'occasion du Centenaire de la Première Guerre mondiale.

26. Discours en allemand traduit par Jean-François THULL dans son article « « *Der unbekannteste Soldat* ». Le soldat inconnu alsacien-lorrain au château de la Hunebourg », in François COCHET et Jean-Noël GRANDHOMME (dir.), *Les soldats inconnus de la Grande Guerre*, Saint-Cloud, Soteca, 2012, p. 451-452.

27. Traduit et cité dans *Ibid.*, p. 452.

28. *Ibid.*, p. 453-454.

29. Michael POLLAK, *Une identité blessée*, *op. cit.*, p. 18.

Une lutte mémorielle régionaliste renouvelée au temps du Centenaire

Après 1945 et pendant plusieurs décennies, la mémoire des soldats de la Grande Guerre est reléguée dans l'ombre de celle des incorporés de force de la Seconde Guerre mondiale. Ce qu'il en reste se dilue progressivement dans la mémoire nationale, les Alsaciens-Lorrains étant souvent purement et simplement assimilés aux Poilus français dans les discours commémoratifs. Un regain d'intérêt s'observe néanmoins à partir des années 1990, à l'occasion du 80^e anniversaire du conflit qui voit s'amorcer le décompte des derniers vétérans. Il se confirme vingt ans plus tard avec le Centenaire, qui voit émerger une quantité importante d'initiatives à toutes les échelles (familiale, locale et régionale). Parmi elles se distinguent celles des formations politiques ou culturelles régionalistes qui reprennent le flambeau du combat pour la réhabilitation de la mémoire des soldats alsaciens-lorrains. Le contexte est désormais plus favorable. En effet, le tournant du siècle s'est accompagné d'une « croisade » globale contre « l'oubli ³⁰ ». Cette inflation mémorielle est le signe du passage d'un régime mémoriel d'unité nationale à un régime « victimo-mémoriel » dans lequel « prime la reconnaissance de victimes jadis délaissées par l'imaginaire national ³¹ ». Les luttes pour la reconnaissance des victimes du génocide juif, arménien, ou de l'esclavage ont ouvert cette ère nouvelle et constituent des exemples suivis par d'autres entrepreneurs de mémoire, motivés en outre par la possibilité de négocier directement avec les pouvoirs publics en vue d'influencer une politique de mémoire satisfaisant leurs intérêts (Johann Michel parle à cet égard du temps de la « gouvernance mémorielle ³² »).

Des modes d'action renouvelés

Le flambeau de la lutte pour la réhabilitation mémorielle des soldats alsaciens est ainsi repris dans un premier temps par Unser Land, parti politique né en 2009, qui entreprend d'organiser chaque année à partir de 2014 (sauf en 2015) des cérémonies alternatives aux commémorations

30. Sarah GENSBURGER et Sandrine LEFRANC, *À quoi servent les politiques de mémoire?*, op. cit., p. 8.

31. Nous reprenons ici les termes de l'analyse de Johann MICHEL, *Gouverner les mémoires*, op. cit. (4^e de couverture).

32. *Ibid.*, p. 169 et suiv.

officielles du 11 Novembre³³. La première se déroule à Strasbourg en 2014³⁴, puis l'opération est renouvelée en 2016 en plusieurs localités où le parti est représenté par une section locale (Strasbourg, Molsheim, Mutzig, Sélestat, Barr, Saint-Louis, Altkirch, Saverne, ainsi qu'au Hartmannswillerkopf³⁵), à Sélestat et Saverne en 2017³⁶, à Strasbourg et Scharrachbergheim en 2018³⁷, et uniquement à Strasbourg en 2019³⁸. Le cérémonial est marqué par l'usage prédominant des couleurs rouge et blanc (le « Rot un Wiss » étant érigé en symbole du parti), pour les drapeaux et les banderoles autant que pour les compositions florales des gerbes, voire certains vêtements et accessoires (écharpes, parapluies)³⁹. Le drapeau tricolore et le chant de la *Marseillaise* sont laissés de côté, à l'inverse de l'hymne et du drapeau européens (le parti promeut le fédéralisme). Les discours prononcés sont bilingues (en alsacien ou en allemand et en français), et parfois accompagnés de la lecture de témoignages alsaciens (en remplacement de la lecture devenue courante d'une lettre de Poilu). Enfin, une attention est portée à la lecture du nom des victimes sous sa forme germanique et non francisée (comme on la trouve sur les monuments), du moins dans les communes où cela est réalisable.

33. En 2014, d'après les *Dernières Nouvelles d'Alsace* (DNA), le parti compte 250 adhérents. « Une cérémonie « officielle » d'Unser Land », DNA, 11.11.2014 (les articles des DNA auxquels il sera fait référence ont été consultés via l'édition en ligne du quotidien).

34. *Ibid.*

35. Site d'Unser Land, « Unser Land a commémoré nos morts de la Guerre 14-18 en ce 11 novembre 2016 » : <https://www.unserland.org/unser-land-a-commemore-nos-morts-de-guerre-14-18-11-novembre-2016/> (dernière consultation le 28.02.2020) ; « Unser Land : se souvenir des soldats alsaciens », DNA, 12.11.2016.

36. « Le 11 Novembre version Unser Land », DNA, 09.11.2017 ; page Facebook (librement accessible) d'« Unser Land : Mittel-Elsass Centre Alsace », publications des 10, 11 et 13.11.2017 (dernière consultation le 09.03.2018).

37. Site d'Unser Land, « Cérémonie du souvenir » : <https://www.unserland.org/events/ceremonie-du-souvenir-2/> (dernière consultation le 28.02.2020) ; « Un drapeau Rot un Wiss sur la flèche de la cathédrale pendant quelques heures », DNA, 11.11.2018.

38. Site d'Unser Land, « Discours d'Andrée Munchenbach à Strasbourg à l'occasion de la cérémonie alsacienne du 11 novembre » : <https://www.unserland.org/discours-dandree-munchenbach-a-strasbourg-a-loccasion-de-la-ceremonie-alsacienne-du-11-novembre/> (dernière consultation le 19.11.2019).

39. L'événement phare en marge de la cérémonie d'Unser Land en 2018 est l'accrochage – non revendiqué, mais salué – du drapeau Rot un Wiss en début de matinée au sommet de la flèche de la cathédrale de Strasbourg. « Un drapeau Rot un Wiss sur la flèche de la cathédrale pendant quelques heures », art. cit.

En 2019, Unser Land réitère sa cérémonie à Strasbourg, désormais en association avec Unsri Gschicht (fondée en 2018) qui s'emploie à promouvoir le même modèle mais à une échelle plus large. La couverture médiatique est un succès, en particulier pour la cérémonie organisée à Holtzheim qui suscite un vif intérêt. La maire de la commune se distinguait déjà depuis plusieurs années par le rappel du contexte régional au cours des cérémonies. Cette fois elle est appuyée par Unsri Gschicht, dont le président, Éric Ettwiller (agréé et docteur en histoire) est invité à prononcer un discours⁴⁰. Outre la presse régionale, les journaux télévisés de France 3 Grand Est et de France 2 y consacrent chacun un reportage⁴¹. Parallèlement, d'autres instruments sont utilisés, comme les lettres ouvertes adressées aux représentants de l'État : en sont destinataires successivement la rectrice de l'Académie d'Alsace (lettre d'Unser Land, en mai 2018⁴²), le secrétaire d'État aux Anciens Combattants (message d'Unser Land relayé en septembre 2018 par Laurent Furst, député LR du Bas-Rhin⁴³), le maire de Strasbourg (Unser Land en mai 2019⁴⁴) et même le président de la République (Unsri Gschicht en septembre 2019⁴⁵). Ces requêtes en vue d'institutionnaliser une cérémonie offrant une place au contexte régional dans les cérémonies officielles du 11 Novembre

40. « Une histoire alsacienne de la Première Guerre mondiale », *DNA*, 12.11.2019.

41. France 3 Grand Est, « À Holtzheim, la cérémonie du 11 Novembre se veut plus respectueuse de l'histoire alsacienne », 06.11.2019 : <https://france3-regions.francetvinfo.fr/grand-est/bas-rhin/strasbourg-0/holtzheim-ceremonie-du-11-novembre-se-veut-plus-respectueuse-histoire-alsacienne-1746075.html> ; « Une cérémonie particulière », 12.11.2019. Le JT de 20h de France 2 élargit le sujet à la question de la mémoire des soldats alsaciens-lorrains. Le ton y est plus polémique (« révélations sur un siècle de mensonges, gravés dans le marbre », « leur histoire a été effacée »), peut-être plus par sensationnalisme que par engagement dans la lutte mémorielle : « 11-Novembre : comment la France a réécrit l'histoire des soldats alsaciens » : https://www.francetvinfo.fr/culture/patrimoine/histoire/video-11-novembre-comment-la-france-a-reecrit-lhistoire-des-soldats-alsaciens-lorrains_3698617.html (dernière consultation le 12.11.2019).

42. Site d'Unser Land, « Quand la France réécrit l'histoire... Unser Land veille » : <https://www.unserland.org/quand-la-france-reecrit-lhistoire-unser-land-veille/> (dernière consultation le 12.11.2019).

43. « Un message spécifique pour le 11-Novembre ? », *DNA*, 19.09.2018.

44. Site d'Unser Land, « Lettre à M. Roland Ries, Maire de Strasbourg » : <https://www.unserland.org/lettre-a-m-roland-riess-maire-de-strasbourg/> (dernière consultation le 28.02.2020).

45. Site d'Unsri Gschicht, lettre au président de la République, le 5.09.2019 : <https://unsrigschicht.org/wp-content/uploads/2019/10/Unsri-Gschicht-C3%ACht-lettre-au-pr%C3%A9sident-de-la-R%C3%A9publique-1.pdf> (dernière consultation le 28.02.2020).

sont complétées en 2018 par une tribune signée par une centaine de personnalités, souvent indépendantes d'Unser Land, dont les anciens ministres Daniel Hoeffel et François Loos⁴⁶. Par ailleurs, Unser Land appelle les maires d'Alsace à s'intéresser à la question sans attendre la réponse officielle, et à compléter la lecture du traditionnel message ministériel par « un discours, si possible bilingue, conforme à la vérité historique de notre région et au destin spécifique de nos aïeux, morts dans leur grande majorité vêtus de l'uniforme feldgrau⁴⁷ ». Cet appel est réitéré l'année suivante par Unsri Gschicht⁴⁸, qui met à disposition des maires sur son site une véritable mallette pédagogique constituée de conseils et de ressources⁴⁹. En accord avec son projet de valorisation de l'histoire régionale, Unsri Gschicht organise également en 2018 des conférences et un colloque sur le thème de « 1914-1918 en Alsace-Moselle ». Toutefois, la lecture des actes publiés l'année suivante révèle un traitement du sujet partial, dans la continuité d'une interprétation régionaliste des événements⁵⁰. Ces initiatives sont toutes médiatisées via les sites internet propres aux deux formations, qui sont également très actives sur les réseaux sociaux Facebook et Twitter, devenus leurs outils de communication de prédilection. La presse régionale offre enfin un relai ponctuel, tandis que certains titres de presse sympathisants de la cause régionaliste leur ouvrent volontiers leurs colonnes, notamment *Land un Sproch* (les cahiers du bilinguisme), *l'Ami Hebdo* ou *Hebdi*. Par tous ces moyens, la cause défendue a gagné en audience, bien que le public soit peu nombreux à se déplacer aux cérémonies alternatives du 11 Novembre (sauf à Holtzheim, où les habitants y assistaient déjà en nombre auparavant).

46. « Alsaciens-Mosellans, la patrie ignorante », *Le Républicain lorrain*, 04.11.2018.

47. Site d'Unser Land, « Lettre ouverte aux maires et élus des communes d'Alsace », <https://www.unserland.org/lettre-ouverte-aux-maires-et-elus-des-communes-dalsace/> (dernière consultation le 28.02.2020). Un modèle de discours a été joint à l'appel.

48. « 11 Novembre en Alsace-Moselle : l'appel aux maires d'Unsri Gschicht », *DNA*, 26.10.2019.

49. On y trouve des références juridiques (soulignant la seule responsabilité du maire dans l'organisation des commémorations), un modèle de discours, des conseils pour élaborer son propre discours (y compris le fait de prononcer les prénoms des soldats morts sous leur forme germanique) et pour structurer la cérémonie (propositions de chants et d'hymnes), ainsi qu'une liste d'écueils à éviter (parler de libération, faire lire des lettres de Poilus). Site d'Unsri Gschicht, « 11 novembre 1918 en Alsace et en Moselle. Pour des commémorations respectueuses de notre histoire » : <https://unsrigschicht.org/ceremonie-modele/> (dernière consultation le 28.02.2020).

50. Voir notre recension de l'ouvrage dans le présent numéro de la *Revue d'Alsace*.

L'entreprise de réhabilitation

Si, faute d'un contexte favorable, les autonomistes des années 1930 ont dû s'en tenir à bâtir une contre-mémoire dénonçant la mémoire publique officielle (mais parfois avec une volonté de rupture manifeste), ces nouveaux entrepreneurs mémoriels s'inscrivent davantage dans un militantisme visant à obtenir des services de l'État la reconnaissance publique de leurs revendications et la mise en place d'une politique de mémoire conforme à leurs attentes. En cela, les commémorations alternatives du 11 Novembre, par la diffusion de nouvelles normes mémorielles, représentent davantage un moyen de pression qu'un substitut aux commémorations officielles. En revanche, la rhétorique est assez semblable à celle de la première génération d'acteurs. De l'expérience de guerre des Alsaciens-Lorrains ne sont rappelés que les éléments visant à démontrer leur germanité et leur loyauté à l'Empire au cours du conflit, à l'appui des statistiques établies dans *Das Elsass von 1870-1932* (par ailleurs souvent reprises par l'historiographie⁵¹). Mais plus que l'expérience de guerre elle-même, c'est surtout la francisation du passé alsacien qui focalise l'attention des membres d'Unser Gschicht (voir les actes du colloque de 2018). La revendication d'une réhabilitation mémorielle des morts alsaciens-lorrains portée auprès des représentants de l'État s'accompagne systématiquement d'une attaque en règle du « discours officiel qui les ignore et les nie⁵² », en vue « de réparer l'ultime blessure⁵³ » et, en somme, de rétablir une « justice mémorielle⁵⁴ » :

La commémoration du 11 novembre 1918, telle qu'elle se pratique sous l'égide du Souvenir Français, avec *Marseillaise* et drapeau tricolore, est de fait un anachronisme et une imposture. Elle offense la mémoire de nos morts⁵⁵.

51. Voir les discours prononcés les 11 Novembre 2017 à Sélestat (en ligne sur la page Facebook d'« Unser Land : Mittel-Elsass Centre Alsace », publication du 12.11.2017) et 2019 à Strasbourg (Site d'Unser Land, « Discours d'Andrée Munchenbach à Strasbourg à l'occasion de la cérémonie alsacienne du 11 novembre », *loc. cit.*).

52. Discours d'Andrée Munchenbach, *Ibid.*

53. *Ibid.*

54. Compte-rendu des commémorations de 2016 sur le site d'Unser Land : <https://www.unserland.org/unser-land-a-commemore-nos-morts-de-guerre-14-18-11-novembre-2016/> (dernière consultation le 28.02.2020).

55. Discours d'Andrée Munchenbach, *loc. cit.*

Les représentants des deux formations revendiquent une rupture avec les stéréotypes véhiculés par le « roman national français⁵⁶ », multipliant les corrections : « *non, les Alsaciens-Lorrains qui combattaient dans l'armée allemande pendant la Première Guerre mondiale n'étaient pas des « malgré nous*⁵⁷ ! », ou encore, à propos du monument aux morts de Strasbourg représentant deux hommes nus en symbole du combat dans les armées adverses : « malgré la beauté de sa symbolique, la statue sous laquelle nous nous tenons ne traduit pas la vérité⁵⁸ ». La question des programmes scolaires est également centrale et justifie le courrier adressé par Unser Land à la rectrice en mai 2018, regrettant des « pratiques pédagogiques locales qui s'apparentent à de la désinformation, au moins par omission », du fait de la « méconnaissance assez généralisée, y compris au niveau des enseignants, de l'histoire spécifique de l'Alsace⁵⁹ ». De concert avec Unsri Gschicht⁶⁰, Unser Land revendique donc une place plus importante pour l'enseignement de l'histoire régionale.

Outre les revendications, les discours pointent également la responsabilité des promoteurs du roman national, et si l'État ou le Souvenir français sont régulièrement cités au rang des « *falsificateurs de l'histoire*⁶¹ » — ce qui justifie l'invitation adressée aux maires à « résister au rouleau compresseur mémoriel de l'État français⁶² » — d'autres sont suspectés de collusion, à l'instar des « universitaires et même [des] sociétés d'histoire locales [qui] restent dans les sentiers battus⁶³ ». Ce procès livré aux historiens ne paraît pourtant pas tenir compte du profond renouvellement historiographique à l'œuvre depuis deux décennies, rendu accessible au

56. « Une cérémonie « officielle » d'Unser Land », art. cit.

57. Cérémonie d'Unser Land à Sélestat en 2017, *loc. cit.*

58. En effet, la symétrie des deux corps véhicule l'idée d'une répartition égale du nombre de morts dans les deux armées, alors que les Alsaciens sont surtout tombés dans l'armée allemande. Discours d'Andrée Munchenbach lors de la cérémonie d'Unser Land de 2019, *loc. cit.*

59. « Quand la France réécrit l'histoire... Unser Land veille », art. cit.

60. Voir le reportage de France 2 du 11.11.2019, cité plus haut, et l'article d'Éric Ettwiller, « L'histoire régionale de la Première Guerre mondiale dans les écoles alsaciennes », *Unsri Gschicht*, 1914-1918 en Alsace-Moselle, 2019, p. 11-60.

61. Site d'Unser Land, « 11 novembre : le courage et la mémoire » : <https://www.unserland.org/11-novembre-le-courage-et-la-memoire/> (dernière consultation le 28.02.2020).

62. « Lettre ouverte aux maires et élus des communes d'Alsace », art. cit.

63. « Pour sortir de l'histoire conventionnelle », *l'Ami Hebdo*, 12.08.2019 : <https://www.ami-hebdo.com/pour-sortir-de-lhistoire-conventionnelle/> (consulté le 21.12.2019).

plus grand nombre grâce à des publications, expositions et événements culturels variés⁶⁴. En outre, des centaines de projets ont été menés en Alsace par d'innombrables historiens de terrain au cours du Centenaire qui ont permis d'actualiser l'image des soldats alsaciens de la Grande Guerre, loin du « roman national » tant décrié⁶⁵. Tous participent au regain mémoriel dont les deux formations font pourtant la promotion sans paraître en avoir mesuré l'importance⁶⁶. Peut-être est-ce lié au fait que leur entreprise mémorielle s'inscrive, comme dans les années 1930, dans une démarche politique qui dépasse la seule reconnaissance symbolique.

L'histoire régionale comme instrument politique

Au milieu des années 1930, l'autonomisme alsacien se trouve non seulement en perte de vitesse sur le plan électoral, mais également fractionné entre des tendances divergentes⁶⁷. Dans ce contexte, l'engagement mémoriel contre une mémoire nationale dominante contribue à renforcer la cohésion ou l'identité du groupe. Au-delà de la volonté affichée de dépasser les cadres interprétatifs nationaux, la perspective régionaliste des quatre volumes de *Das Elsass von 1870-1932* peut être interprétée ainsi. On a pu mesurer la proximité entre l'interprétation de l'expérience de guerre qui y est livrée et celle d'autres autonomistes, y compris la branche la plus radicale représentée par Hermann Bickler. En même temps, l'instrumentalisation du passé permet à chaque parti de conforter

64. Sur le plan éditorial, citons notamment Francis et Jean-Noël GRANDHOMME, *Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre*, Strasbourg, La Nuée bleue, 2013, 508 p ; *Revue d'Alsace. l'Alsace et la Grande Guerre*, Strasbourg, 2013, vol. 139 ; Ségolène PLYER, Raphaël GEORGES et Jean-Noël GRANDHOMME (éd.), *Soldats d'entre-deux : identités nationales et loyautés d'après les témoignages produits dans les Empires centraux pendant la Première Guerre mondiale*, Strasbourg, PUS, 2019, 425 p.

65. Une étude des commémorations du Centenaire de la guerre en Alsace est en cours. Voir les premiers résultats ici : Raphaël GEORGES, « Le Centenaire et la mémoire de la guerre en Alsace », Observatoire du Centenaire (Paris 1 - Sorbonne), juin 2015 : https://www.univ-paris1.fr/fileadmin/IGPS/Georges_-_Alsace.pdf.

66. Selon Jean Faivre, premier président de l'association Unsri Gschicht, les commémorations du Centenaire ont fait « peu de cas du destin singulier des soldats alsaciens-lorrains » (« Sans lunettes déformantes », *l'Ami Hebdo*, 16.12.2018). D'une façon générale, les sites et réseaux sociaux employés par ces formations ont rarement mentionné d'autres projets que les leurs.

67. Alfred WAHL, *Les autonomistes en Alsace 1871-1939*, op. cit., p. 239.

sa propre assise en nourrissant son idéologie politique. Cependant, cette lutte mémorielle régionaliste est bientôt interrompue par l'entrée en guerre, puis opportunément récupérée par les nazis après l'annexion de l'Alsace-Moselle en 1940. Ceux-ci lui confèrent une orientation pro-allemande plus marquée, comme ici sous la plume de Christian Hallier :

Comme dans les autres parties du Reich, la jeunesse d'Alsace et Lorraine courut en 1914 s'enrôler sous les drapeaux et, durant quatre années de guerre, remplit fidèlement son rude devoir. La propagande française n'a cessé de répandre la version que les Alsaciens et les Lorrains tombés pendant la guerre, « étaient morts sous un uniforme allemand, mais avec un cœur français », misérable tentative de dénaturer la vérité historique de manière à interpréter à son avantage le fait indiscutable que ces Alsaciens et ces Lorrains sont morts dans une lutte contre le prétendu « libérateur ». Sous l'uniforme « feldgrau », 380 000 Alsaciens et Lorrains ont pris part à la guerre dans les rangs de l'armée allemande et 40 000 d'entre eux ont laissé leur vie pour l'Allemagne. L'issue malheureuse de la grande guerre décida du sort de l'Alsace-Lorraine, car le but essentiel de la France était de regagner ces provinces⁶⁸.

À l'instar de Bickler, l'adhésion de personnalités autonomistes au régime nazi rend le discours général de l'autonomisme (y compris son récit historique) inaudible au sortir de la guerre, et cette lutte mémorielle s'efface pendant plusieurs décennies.

L'effervescence mémorielle liée au Centenaire s'accompagne de l'intérêt inédit du public pour la période de la guerre et le vécu des Alsaciens. Pour un mouvement politique, le moment est donc propice à l'expression de revendications mémorielles conformes à son projet politique, de nature à le consolider voire permettre de s'assurer une visibilité et une audience accrue auprès de potentiels adhérents ou électeurs. De cette façon, convoquer l'histoire permet de faire de la politique autrement, en établissant des ponts entre l'actualité et des situations historiques passées, ici sur le terrain du centralisme mémoriel. Sur ce plan, l'intérêt d'Unser Land croise manifestement celui d'Unseri Gschicht, en dépit de la présentation apolitique ou non partisane de

68. Christian HALLIER, *La lutte de l'élément ethnique allemand d'Alsace et de Lorraine pour son existence (1918-1940)*, Bruxelles, Bureau international d'édition, 1940, p. 24. Comme beaucoup de propagandistes nazis en Alsace-Moselle, Hallier appartenait avant la guerre au milieu des « Alsaciens-Lorrains du Reich ».

l'association⁶⁹. De fait, les liens entre les deux formations sont étroits, au niveau relationnel autant qu'idéologique⁷⁰. L'un et l'autre sont engagés en faveur d'une plus grande autonomie pour l'Alsace, dans un cadre national mais aussi, plus largement, européen. Une « Europe des régions⁷¹ » aurait leur faveur, mais l'hostilité est grande vis-à-vis de la réforme territoriale 2014-2015 qui supprima la région Alsace au profit de l'entité plus vaste du Grand Est⁷². La lutte contre cette réforme est même devenue une préoccupation centrale et transversale, s'insinuant dans tous les débats, y compris mémoriels. Par exemple, le courrier signé par Andrée Munchenbach, présidente d'Unser Land, au ministre de l'Intérieur à la veille du 11 Novembre 2014, revendiquant des commémorations régionales différentes du cadre national, lui signifie au passage le désaccord du parti devant le projet de réforme⁷³. Les deux revendications convergent dans le sens d'une autonomie plus large pour l'Alsace, contre un modèle d'État centralisateur. Les considérations historiques teintées de cette orientation politique foisonnent sur les comptes officiels des deux formations sur les réseaux sociaux. Sur la

69. Le premier président de l'association fait état de « l'objectivité à laquelle tiennent beaucoup les historiens » qui l'entourent, et affirme qu'ils mènent leurs travaux « sans a priori aucun » (« Sans lunettes déformantes », art. cit.). Son successeur exprime par la suite des propos semblables (« Pour sortir de l'histoire conventionnelle », art. cit.).

70. Plusieurs membres fondateurs d'Unsri Gschicht sont aussi militants d'Unser Land, à commencer par le premier président de l'association, J. Faivre, ancien candidat Unser Land aux élections législatives de 2017, qui reconnaît par ailleurs que « les historiens qui se retrouvent dans Unsri Gschicht ont globalement des sympathies autonomistes » (« Sans lunettes déformantes », art. cit.), et son successeur É. Ettwiller, ancien directeur adjoint de campagne d'un candidat d'Unser Land aux législatives de 2017 (« Pour sortir de l'histoire conventionnelle », art. cit.).

71. « 11 Novembre, version Unser Land », *DNA* du 09.11.2017. De son côté, J. Faivre concède : « Je mentirais si je disais que ma principale préoccupation n'est pas le combat pour une Alsace forte et bilingue » (« Sans lunettes déformantes », art. cit.). Son propos permet de rappeler que la revendication d'une place plus grande pour l'enseignement de l'histoire de l'Alsace dans les programmes scolaires s'articule à la lutte régionaliste menée de longue date pour une différenciation régionale en matière scolaire, tenant compte de la position frontalière pour revendiquer un enseignement de l'allemand plus conséquent.

72. La réforme suscite un vaste mouvement de défense des particularismes régionaux, soutenu par une portion non négligeable de la population, toutes étiquettes politiques confondues. Voir Richard KLEINSCHMAGER, « Regain autonomiste en Alsace », *Droit et gestion des collectivités territoriales*, tome 36 (« Les élections locales françaises 2014-2015 »), 2016, p. 200-202.

73. « Une cérémonie « officielle » d'Unser Land », *DNA*, 11.11.2014.

page Facebook d'Unsri Gschicht, accessible librement et alimentée régulièrement, les récriminations sont fréquentes à l'encontre de Hansi, érigé en symbole de la propagande française en Alsace pendant et après la Première Guerre mondiale, et de toute personnalité jugée trop jacobine ou hostile à leur vision de l'Alsace. En certaines occasions, les propos de l'administrateur du compte sont particulièrement clivants. L'inauguration du monument national du Hartmannswillerkopf en 1932 est par exemple commentée ainsi en date du 7 octobre 2019 : « Ce monument est érigé à la mémoire des Poilus qui sont responsables de la mort des $\frac{3}{4}$ des 50 000 Feldgrauen alsaciens tués durant la guerre de 1914/18 », puis, un peu plus loin : « Pouydraguin aime la France, l'Alsace, mais pas les Alsaciens ⁷⁴ ». Ces allégations ne manquent jamais de susciter de chaudes réactions – certaines ouvertement hostiles à la République française – de la part des « amis » de l'association (ce qui est le propre des réseaux sociaux).

En définitive, toute mobilisation mémorielle comporte des enjeux identitaires ⁷⁵. Dans le cas présent, les débats autour de la mémoire de la Première Guerre mondiale visent à susciter ou renforcer le sentiment d'appartenance régionale. Ainsi peut-on lire ici ou là : « ce discours [officiel] [...] ne respecte pas la réalité vécue par nos aïeux ⁷⁶ », « Unsri Gschicht est fier d'apporter sa pierre à la construction d'une mémoire respectueuse du vécu de nos ancêtres ⁷⁷ », ou encore : « ces célébrations [...] contribuent à la renaissance de la conscience particulière, du Sonderweg de notre Alsace qui a trop souffert pour se voir imposer son passé aussi bien que son destin ⁷⁸ ». L'emploi de l'adjectif possessif est révélateur, et renvoie à une « communauté imaginée ⁷⁹ » d'individus

74. Page Facebook d'Unsri Gschicht, publication du 07.10.2019 (éphéméride du 9 octobre 1932).

75. Pour l'anthropologue de la mémoire Joël Candau, « les notions de mémoire et d'identité sont tellement liées qu'il n'y a pas lieu de les distinguer ». Voir Joël CANDAU, *Anthropologie de la mémoire*, Paris, A. Colin, 2005, p. 114.

76. « Discours d'Andrée Munchenbach à Strasbourg à l'occasion de la cérémonie alsacienne du 11 novembre », art. cit.

77. Page Facebook d'Unsri Gschicht, publication du 08.11.2019, en perspective du 11 novembre.

78. Site d'Unser Land, « Unser Land a commémoré nos morts de la Guerre 14-18 en ce 11 novembre 2016 », art. cit.

79. Pour reprendre l'expression consacrée par Benedict Anderson dans *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2002, 212 p.

puisant ses racines dans l'Alsace du siècle passé. La dynamique à l'œuvre s'apparente donc à la constitution d'un mythe fondateur (celui d'une mémoire blessée) servant à consolider le sentiment d'appartenance et l'identité commune d'un groupe qui, en second temps, est invité à faire valoir ses droits historiques sur un territoire précis. Une telle démarche relève de l'ethno-régionalisme, c'est-à-dire de la tendance à définir une communauté ethno-culturelle (à partir de fondements historiques) et à revendiquer auprès de l'État la prise en compte de ses propres besoins, ne serait-ce qu'en lui déléguant une large autonomie⁸⁰. La construction de l'État-nation à l'aide de moyens analogues semble paradoxalement constituer une source d'inspiration, en particulier pour ce qui concerne l'élaboration sous la III^e République d'une mémoire consensuelle, fondée alors sur le mythe de patriotes français contraints de servir sous l'uniforme allemand, et entretenue depuis par les régimes successifs. En cela, l'objectif des entrepreneurs de mémoire régionalistes viserait à remplacer un roman national par un roman régional. Mais dans les deux cas, le rapport à l'histoire est distendu au profit de deux visées politiques opposées, d'une part la défense de la cohésion nationale voire du centralisme, de l'autre la cohésion régionale et le régionalisme.

L'analyse de cette lutte mémorielle menée avec de nombreuses similarités à quatre-vingts ans d'écart met en évidence le lien consubstantiel entre une mobilisation mémorielle et la politique, *a minima* la politique symbolique. Dans l'entre-deux-guerres, il s'inscrit dans le sillage de la réaction autonomiste suscitée par la politique d'assimilation menée après 1918, dont une caractéristique repose sur l'imposition d'une mémoire nationale. La voie commémorative alternative, supposée véhiculer un discours plus proche de la réalité historique des faits, se trouve en réalité elle aussi dictée par des considérations politiques. Pareillement aux promoteurs d'un roman national, ses défenseurs tendent à s'arranger avec le passé pour le rendre conforme à leurs idées. À l'heure du Centenaire, cette lutte renaît dans un contexte de

80. Voir Huri TÜRSAN, « Introduction: Ethnoregionalist Parties as Ethnic Entrepreneurs », in Lieven DE WINTER, Huri TÜRSAN (dir.), *Regionalist parties in Western Europe*, London/New York, Routledge, 1998, p. 1-16. La constitution d'un groupe selon une définition exclusive passe par une délimitation entre ceux qui en font partie et les autres, ce qui implique des formes d'exclusion. Voir Henri-David SCHAJER et Élisabeth DUPOIRIER, « L'identité régionale : problèmes théoriques, perspectives politiques », *L'Identité politique*, Paris, PUF, 1994, p. 331-332.

gouvernance mémorielle plus favorable à l'expression d'une exigence de reconnaissance et, plus largement, de revendications identitaires. Les instruments employés sont alors renouvelés, mais demeurent animés par des dynamiques politiques. En cela, le militantisme mémoriel se mue en militantisme régionaliste. Or, si tout acteur politique gagne à mobiliser l'histoire, celle-ci n'en retire que de maigres bénéfices. En matière de mémoire douloureuse, en France, la collaboration est un cas d'école, si bien qu'il peut-être utile de signaler cette conclusion d'historiens attachés à en livrer une analyse objective : « Une mémoire apaisée n'exige pas l'oubli ; elle ne peut être fondée que sur l'approfondissement de la connaissance, dégagée de tout le fatras idéologique ou affectif qui ne cesse de l'encombrer⁸¹ ».

81. François BROCHE et Jean-François MURACCIOLE, *Histoire de la Collaboration (1940-1945)*, Paris, Tallandier, 2019, p. 635.

Résumé

Défendre l'honneur des morts alsaciens de la Première Guerre mondiale : une lutte mémorielle ancienne réactivée pendant le Centenaire

L'effervescence mémorielle du Centenaire de la Première Guerre mondiale a été l'occasion de la résurgence d'une lutte mémorielle visant à réhabiliter la mémoire des soldats alsaciens-lorrains morts pendant le conflit sous uniforme allemand. Portée dans l'espace public par les mouvements politiques et culturels régionalistes Unser Land et Unsri Gschicht, elle rappelle les actions conduites sur le terrain éditorial et commémoratif par des autonomistes au milieu des années 1930 en vue de défendre l'honneur de ces mêmes soldats contre une version nationale dominante de leur expérience militaire, jugée éloignée de la réalité des faits. Si les modes d'actions ont été renouvelés et diversifiés, la bataille mémorielle s'inscrit aujourd'hui comme hier dans une démarche politique plus globale menée contre le centralisme étatique et pour la promotion d'une identité régionale, en vue d'aboutir à l'autonomie des régions.

317

Zusammenfassung

Die Verteidigung der Ehre der im ersten Weltkrieg gefallenen Elsässer: ein alter, durch die Hundertjahrfeiern wieder angefachter Erinnerungskampf

Die zahlreichen Feierlichkeiten zum Ende des 1. Weltkriegs vor hundert Jahren haben auch die Frage wieder aufgeworfen, wie man dem Andenken an die elsass-lothringischen Soldaten, die in deutscher Uniform starben, gerecht werden kann. In die Öffentlichkeit getragen wurde diese Frage durch politische und kulturelle regionalistische Verbände wie Unser Land und Unsri Gschicht; sie erinnert an Aktionen in Medien und Feierlichkeiten, die von den Autonomisten Mitte der Dreißigerjahre initiiert wurden, um die Ehre dieser Soldaten zu verteidigen gegen eine dominierende nationale Version ihrer militärischen Erfahrungen, die sie für nicht den Fakten entsprechend hielten. Die Aktionsweisen haben sich geändert, sind vielfältiger geworden, aber heute wie gestern ist dieser Kampf um das Andenken in eine globalere politische Vorgehensweise

eingebettet, die sich gegen Staatszentrismus wendet und für die Förderung einer regionalen Identität eintritt, um eine regionale Autonomie zu erreichen. (trad. R. S.).

Summary

Defending the honour of World War I Alsatian casualties, a historic fight for recognition a century later

318

The memorial buzz of WWI centennial celebrations gave a chance to revive the struggle for recognition of the Alsace Lorraine victims wearing the German uniform.

Popularized by political and cultural regionalist organizations, such as Unser Land (Our homeland) and Unsri Gschicht (Our history), this struggle is a reminder of editorial and memorial enterprises carried out by autonomists in the mid 1930s, with a view to standing for the honour of these soldiers, as opposed to a nationalistic narrative of their military experience, supposed to be far from real facts. Ways and means may well have been modified and diversified, yet today's like yesterday's memorial struggle is part of a more global political fight waged against a centralised state, for the promotion of a regional identity, so as to achieve a genuine regional autonomy. (trad. P. B.).